

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) Cela a fait l'objet de deux livraisons successives, la première en décembre 2018, la seconde en septembre 2019. La plupart des textes recensés consistent en des dénonciations pures et simples du mouvement des Gilets jaunes ou même des Gilets jaunes en tant qu'individus ou masse quand il leur est dénié le caractère de mouvement. Et ce, pour des raisons multiples qui vont de son « confusionnisme » à sa proximité avec l'extrême droite en passant par un populisme douteux au regard, du moins on le suppose, de la figure toujours sans tache d'une classe ouvrière ou d'un prolétariat essentialisés. En contrepoint de ce vacarme « anti » figurent des brochures de la revue [Temps critiques](#) et un texte d'Alain Bihl dans le premier livre ; la suite des brochures de *Temps critiques*, un texte de Max Vincent et un autre d'Henri Simon mêlant intérêt et critique¹ dans le second. Nous n'insisterons pas ici sur ces derniers textes, mais plutôt sur ceux largement plus nombreux qui se livrent à une attaque en règle des Gilets jaunes.

Pour une réponse d'Y.Coleman à la critique de J. Wajnsztein sur les deux numéros de NPNF consacrés en grande partie aux Gilets Jaunes, cf. ce lien : <http://npnf.eu/spip.php?article670>

Commençons par le premier livre, Gilets jaunes et confusion politique dont les recensions courent du 21 novembre au 10 décembre (les textes sont exposés dans un ordre à peu près chronologique). Ils concernent donc les débuts du mouvement. Il s'ensuit que la plupart des positions contre qui s'affirment ne sont pas le fruit d'une connaissance concrète du mouvement à partir de contacts sur le terrain et a fortiori de participation à certaines actions, mais d'un jugement le qualifiant et le fixant a priori comme mouvement interclassiste, petit-bourgeois, boutique, de classe moyenne. Bref, un mouvement étranger au fil rouge historique des luttes de classes dont se réclament implicitement ou explicitement les auteurs de ces textes sans se poser la question de savoir si ce fil rouge n'a pas été coupé par les défaites du dernier assaut prolétarien des années 1960-70. Comme ces groupes ou individus en sont encore à guetter les différentes manifestations d'une classe qui serait toujours en lutte, ils ne peuvent qu'être surpris et incrédules devant un mouvement qui fait un pas de côté par rapport à cette hypothèse qui relève aujourd'hui plus de la croyance que de faits avérés. Un mouvement qui rompt avec cette idée de continuité de la lutte parce qu'il fait événement. Ce caractère d'évènement bouscule ce qui est attendu et mériterait attention et impliquerait de tourner sept fois sa langue dans sa bouche avant de parler, pour ne pas imiter les twitteurs du net. Or, c'est ce qui est nié par sa réduction à quelque chose de connu qui, de surcroît, ne remplirait pas les conditions d'une légitimité politique « de gauche » au

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) sens large. Il s'agira alors de rechercher des éléments de déqualification dont l'importance n'est pas mesurée par la fréquentation du mouvement... puisque celui-ci est déclaré, par avance, infréquentable. D'ailleurs, aucune de ces personnes ne semble être allée sur les ronds-points ou alors juste pour y trier quelques dérapages. Personne ne semble être resté discuter la nuit dans les cabanes. C'est cohérent avec le jugement de départ. On ne se mêle pas avec n'importe qui ; on recherche avant tout à rencontrer des semblables des individus à référence commune. Cette étrangeté au mouvement assumée, on a alors droit, en guise d'argumentation, à des « d'après ce que j'ai vu », « d'après ce qu'on m'a dit », « selon un camarade qui observe attentivement [on attendrait : l'activité des ronds-points, mais surprise, la suite de la phrase indique que ce sont les réseaux sociaux qui sont observés !] » ; « un Gilet jaune RN qui travaille avec moi et qui est raciste »... Bref, l'édification est faite. Vite faite. À ce compte là et sur le même registre je citerais les discours entendus sur les marchés lyonnais de la part de forains RN ou sympathisants honnissant les Gilets jaunes qui troublent l'ordre public et empêchent de travailler². C'est le propre de ce genre de témoignages individualisés de s'annuler les uns les autres, mais c'est une pratique qu'on croyait réserver aux sociologies aujourd'hui spécialisées dans l'expression des « ressentis ».

De la même façon, vont être triées au sein des 42 revendications apparues fin novembre, celles qui sont le plus à même de discréditer le mouvement. Un seul exemple : alors qu'apparaissent les propositions « traiter les problèmes qui mènent à l'exil forcé » ; « les demandeurs d'asile doivent être bien traités », suivi de « quiconque vient en France doit recevoir des cours de langue et d'histoire et être intégré » et enfin : « le même système social pour tous », ne sera retenu par nos bonnes âmes gauchistes que la proposition : « les demandeurs d'asile déboutés doivent être ramenés dans leur pays d'origine. Un exemple de mauvaise foi qui explique, entre autres, pourquoi « la gauche » (au sens générique du terme) est aujourd'hui au tombeau et pourquoi son aile extrême n'est plus capable que de dialoguer avec elle-même, mais sûrement pas avec un mouvement à qui on demande d'être le plus pur d'entre les purs, le plus conscient des plus conscients, alors que pourtant, partout règnerait la confusion.

Avec l'appui de certains médias, quelques épisodes jugés particulièrement significatifs, parce que choquants, vont ainsi être mis en exergue. Ce ne sera pas le drapeau noir, qui fera ici fonction de chiffon rouge, mais un drapeau tricolore brandi, une Marseillaise chantée, un acte raciste ou sexiste bien isolé. Par la suite, les « observateurs » ne feront d'ailleurs plus guère mention de ces deux derniers points, dans un mouvement par ailleurs beaucoup plus féminisé que bien d'autres. Et puis surtout, c'est un mouvement qui ne s'est pas présenté ; il n'a pas fait « ses classes » si je peux me risquer à ce jeu de mots. Il est vrai qu'il paraît venir de rien et de nulle part, c'est-à-dire, pour nos censeurs, ni de Paris (ou à la rigueur d'une

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63 grande ville qui aurait ses galons de révolte ou de lutte), ni des syndicats, ni des groupes de gauche ou gauchistes. Il ne peut donc être que le produit des ressentiments brassés sur des réseaux sociaux qui, comme tout le monde le sait, sont dominés par la fachosphère. Le phénomène Gilet jaune est un OVNI qui ne peut se voir attribuer la qualité de mouvement. Il est le produit d'un lavage de cerveau d'individus réduits à des « gens », des qualunquistes, par des « petits bourgeois qui maîtrisent les réseaux sociaux » (p. 12).

Cela ne serait pas un peu complotiste sur les bords comme vision ?

Pourtant, sociologues et statisticiens (une équipe de 70 scientifiques ont été convoqués) qui eux aussi sont censés observer parce qu'ils sont payés pour ça et le font sur la base des grands nombres, avancent que pauvres et prolétaires n'hésitent pas à utiliser les réseaux sociaux. Ils forment une bonne part du vivier d'un réseau comme Facebook qui va jouer un grand rôle de relais en novembre. Il est vrai qu'ils ont perdu leur classe et ses « frontières » et leur parti (stalinien) et ils se cherchent des « amis » sur la base d'un commun lavage de cerveau subi, on suppose. Les Gilets jaunes, une bande de décervelés. Je ne sais pas si c'est du mépris de classe, mais en tout cas c'est du mépris. Mais en fait, que nous disent les chiffres ? Pour ce qui est des catégories sociales et des revenus : salaire moyen : 1600 euros et nombreux SMIC ; évolution du mouvement vers le « bas » (chômeurs et SDF), nombreux retraités, 45 % de femmes parmi lesquelles se retrouvent le plus grand nombre de personnes dans l'urgence sociale, sachant aussi que c'est parmi les femmes qu'on trouve statistiquement le moins d'accointances avec les idées d'extrême droite.

Pour nos critiques du mouvement des Gilets jaunes, ces chiffres seraient sans importance pour caractériser ce mouvement parce que celui-ci serait finalement principalement dépendant d'une situation conjoncturelle présentée comme désastreuse du point de vue idéologique. Un contexte qui permettrait la constitution non pas d'un « front de classe » à l'ancienne, mais d'un bloc sans principes, pouvant tendre vers le fascisme. Mais si cette analyse est juste, vers qui alors se tourner pour espérer et attendre des jours meilleurs ? On peut douter de l'arrivée de ces conditions plus favorables quand il est à la fois constaté l'absence de « grandes concentrations de travailleurs dans la même usine gigantesque ou le même immeuble de bureau » (ibidem, p. 12) et qu'il faudrait pourtant « une élévation considérable du niveau de conscience des travailleurs et non pas simplement des “gens” » (ibidem, p. 12) ; ainsi que « l'existence de plusieurs organisations révolutionnaires implantées dans la classe ouvrière [à part le stalinisme ça remonte à quand cette implantation ? NDLR] et qui aient des idées claires sur ce qu'est le socialisme » pour qu'un mouvement social puisse être porteur d'espoir.

Si on résume, notre auteur nous dit qu'il faut trois conditions pour une révolution, une

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) objective qui n'existe plus de par ces propres énoncés (destruction des forteresses ouvrières, ubérisation du travail, dématérialisation des services, atomisation sociale) et deux subjectives qui n'existent pas actuellement (conscience et organisation), mais que le militantisme et le volontarisme politique pourraient faire resurgir. Cela va être difficile. Rappelons que Marx parlait de luttes de classes comme de la conjonction entre des conditions objectives bien précises et des conditions subjectives qui ne l'étaient pas moins et se développaient de pair, dans le cadre d'une perspective matérialiste historique progressiste. La roue de l'Histoire avec un grand H a tourné autrement.

Il est vrai que, pour certains d'entre nous du moins, qu'on peut soutenir ou même participer à un mouvement de lutte sans attendre qu'il soit authentifié révolutionnaire ou socialiste, sans attendre que des conditions objectives maintenant rendues impossibles par la révolution du capital ne rencontrent des conditions subjectives rendues improbables par l'individualisation des rapports sociaux et la perte de l'identité de classe qui reposait sur l'affirmation de la classe comme sujet révolutionnaire. Sinon, on en est réduit à ressusciter ou à chercher le sens perdu de l'Histoire

Et si on fait chou blanc, comme « Lignes de crête » par exemple, alors on décrètera que c'est un mouvement qui n'a pas de sens (p. 37) parce qu'on n'arrive pas à l'inscrire dans la vision progressiste (la « diamat » comme on disait autrefois). Son dédagisme anti-Macron n'a pas la valeur du dédagisme anti-Ben Ali ; il n'est ni politique ni citoyen (visiblement nos auteurs n'ont pas été douchés par le vote « islamiste citoyen » qui s'en est suivi en Tunisie) car les vilains bloqueurs que sont les Gilets jaunes veulent simplement bloquer pour bloquer, empêcher leurs voisins de circuler et les obliger à enfile le gilet jaune de surcroît³. Et, reproche supplémentaire, les manifestants en jaune ne risqueraient rien de grave [!!!!] par rapport aux protagonistes des révolutions arabes qui, eux, risquent leur vie (p. 38). Bref, un mouvement qui n'a pas de dignité. (p. 39). En effet, les vilains bloqueurs agissent « dans une ambiance paranoïaque contre des gens pas mieux lotis qu'eux⁴ » (p. 37). Question : ces personnes, depuis leur ligne de crête n'ont-elles jamais aperçu la façon dont bien souvent les grévistes traitaient les non-grévistes et a fortiori les briseurs de grève ? Ce n'est pas que ce soit un modèle citoyen, mais enfin, la révolution n'est pas un dîner de gala comme disait l'autre.

Mais il y a encore plus rapide et radical avec l'Athéné nyctalope qui voit dans ces bloqueurs du samedi des « classes de l'encadrement » et autres entrepreneurs de TPE (p. 41) et jusqu'à des professions libérales qui ont les moyens de se déplacer en voiture parce qu'ils n'aiment pas l'inconfort des transports publics, comme si la RATP existait dans une France des campagnes où même les babas cool sont en voiture, et font leurs courses de complément au

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) supermarché. Même s'il y a eu quelques gros 4x4 sur des ronds-points campagnards et encore, pas bien longtemps, il faut avoir une imagination d'enfer pour bâtir là-dessus une analyse en version nyctalopisée, dans laquelle les classes de l'encadrement et les professions libérales ont détruit les Champs-Élysées les 1er et 8 décembre⁵ ! Avec l'aide des fascistes sans doute...

Pour être plus sérieux, il semble que ce groupe reprenne des analyses d'Alain Bihr des années 1980 sur la classe de l'encadrement capitaliste promue socialement avec la restructuration de la fin des années 70, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France, etc. ; une classe qui serait là pour « encadrer les prolétaires » (p. 42). Une analyse que nous ne jugerons pas ici, mais qui n'empêche pas Alain Bihr de soutenir et même participer au mouvement des Gilets jaunes (cf. son texte : « Les "gilets jaunes" : pourquoi et comment en être » (p. 69 et ss), alors que nos nyctalopes tentent d'actualiser la thèse de Bihr par une touche de Guilluy sur le déclassement des classes moyennes en zone périphérique... qui s'inscrit dans une analyse plutôt portée par la droite, par opposition à sa version de gauche portée par Maurin.

Après avoir une fois de plus jugé le mouvement en dehors de toute dynamique en proclamant que le mouvement des Gilets jaunes ne demandait pas d'augmentation du SMIC (vrai le 17 novembre, faux dès début décembre) et une hausse des salaires parce qu'un « peuple de cadres » ne pouvait rencontrer le peuple des ouvriers syndiqués, le texte nous assène tout de go que « le mouvement ouvrier » (on suppose qu'il s'agit là d'une référence à ses organisations traditionnelles) est désormais mort et qu'il ne subsiste que des « colères populaires » sur un chemin de crête qui peut les faire tomber aussi bien du côté du fascisme que du communisme. Du haut de je ne sais quelle position en surplomb (l'Olympe), nos « athéniens » se mettent en position d'observation. Ils comptent les points : « Si le nombre de mobilisés en chasuble jaune diminue cela confirmera simplement sa nature majoritairement réactionnaire. Et s'il augmente, cela se fera sur une extension des blocages sur des points stratégiques et en bordure des zones industrielles, avec un repli des plus réactionnaires tenus par les professions d'encadrement du périurbain » (p. 45). Deux affirmations sans risque puisque celui qui les émet sera « gagnant », quelle que soit l'hypothèse qui l'emportera puisque les deux sont posées à partir de prémisses fausses.

En effet, ces individus des dites classes moyennes n'ont jamais représenté une grosse proportion sur les ronds-points et en tout cas, ils étaient en nombre insignifiants dans les manifestations urbaines. Ils se sont d'ailleurs effectivement vite retirés quand le nombre des accrochages sur les ronds-points a augmenté, que les violences policières ont accru la part de risque pour les manifestants et que les violences urbaines ont concerné des destructions

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) de biens ou des blocages d'entreprises pour eux dont le mobile de départ était restreint aux taxes et ne manifestait pas une colère due à l'urgence sociale. Pourtant le mouvement a continué à croître en nombre jusqu'à fin décembre. Comme nous l'avons fait remarquer, des tentatives de blocage de points plus stratégiques ont bien été tentées, mais les forces de l'ordre sont intervenues au quart de tour et cela d'autant plus facilement que les travailleurs de ces points stratégiques ne bougeaient pas une oreille ou alors étaient immédiatement sanctionnés et même licenciés, comme ceux des plateformes d'Amazon qui s'étaient risqués à manifester en jaune.

La comparaison que ce même groupe de l'Athéné fait avec le M5S italien n'est pas plus convaincante, car ce dernier est un mouvement d'emblée politique qui va se constituer très logiquement en parti à organisation verticale et sous influence d'un leader charismatique et de son conseiller politique occulte. Il a eu une stratégie de ni droite ni gauche qui n'existe pas pour un mouvement des Gilets jaunes qui n'a justement pas de stratégie et dont le ni droite ni gauche n'est pas conscientisé politiquement. Il s'exprime de façon immédiate dans un rejet des anciennes médiations (la représentation politique et l'organisation syndicale), motivé par le déclin des institutions de l'État-nation et de ses services publics, la perte de centralité du travail. Plus généralement, c'est l'incapacité d'un « Système », non analysé strictement comme capitaliste, à garantir maintenant et encore la reproduction des rapports sociaux dans ce cadre qui est dévoilée. Tout d'abord dans sa dimension économique et sociale (l'urgence sociale), mais ensuite dans sa dimension écologique et éthique (rapports à la nature extérieure avec l'urgence climatique, rapports à la nature intérieure avec les projets bioéthiques et les tendances transhumanistes). C'est en cela que le mouvement des Gilets jaunes est davantage un analyseur de cette crise que son élément déclencheur. En l'état, il ne met pas le « Système » en crise et c'est d'ailleurs une de ses limites.

La question de « l'entrisme » telle qu'elle est posée (p. 87), n'existe pour le M5S que parce que c'est un parti au sein duquel peuvent se développer des fractions. Vis-à-vis des Gilets jaunes, on ne peut raisonner pareillement ; il s'agit avant tout de savoir si on soutient ou non le mouvement tel qu'il est immédiatement, puis si on y participe ou non, mais pas en tant que force politique organisée, pas en tant qu'individu appartenant à une organisation. Cela, c'est la perspective plus ou moins avouée de LFI, du NPA ou de certains groupes CGT au sein de « l'Assemblée des assemblées » ou encore, d'Alternatiba pour la « convergence » climat. Il peut y avoir orientation, voire instrumentalisation, oui, entrisme, non. Tous ces groupes cherchent à siphonner les Gilets jaunes vers l'extérieur et non à les piloter de l'intérieur, car fondamentalement, ce mouvement leur est étranger, pour ne pas dire qu'il leur fait horreur, car fréquenter les Gilets jaunes, c'est supporter beaucoup de choses qu'on n'avait plus l'habitude de supporter, car on ne les entendait plus en ces temps de pacification sociale.

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) Pour d'autres, comme à la page 97 ou ailleurs, l'insistance sera mise sur le fait que les banlieues restent distantes par rapport au mouvement, qu'il y a une méfiance, etc. On frise la mauvaise foi quand on pense à la façon dont ces mêmes banlieues tiennent à distance une gauche syndicale ou partitiste qui s'en est désintéressé. Est-ce à dire que nos censeurs attendent plus des Gilets jaunes qu'ils n'ont attendu du mouvement ouvrier ? Là encore, soyons sérieux. Pour qui est allé dans les banlieues à ce moment-là (et cela a été notre cas) pour participer à une grande réunion publique à laquelle nous étions conviés, sur les similitudes entre la violence policière en banlieue et la violence policière contre les Gilets jaunes, ce qu'il en ressort, c'est que cette méfiance ne touche pas précisément les Gilets jaunes — comme le montre d'ailleurs le soutien public que lui accorde le collectif Vérité et justice pour Adama —, mais tous les mouvements, organisations et finalement individus, qui ont maltraité ou ignoré la révolte des banlieues de 2005. Pour qui a aussi été présent dans les fins de manifestations Gilets jaunes du samedi, on comprend aussi une autre source de distance de la part des jeunes des « quartiers », quand après 18 h les forces de police et particulièrement la BAC se livrent à une véritable chasse aux très jeunes et particulièrement à ceux repérables comme possiblement de banlieue ou des « quartiers ».

À Lyon, par exemple, ces jeunes provenaient le plus souvent du quartier lyonnais de la Guillotière (à forte population d'origine maghrébine). En effet, ils y voyaient chaque samedi passer les manifestations et assistaient, avant d'y participer éventuellement eux-mêmes, aux escarmouches ou affrontements. La police cherchant à nous empêcher de retraverser le Rhône en direction de la presqu'île (« l'hyper-centre » comme ils disent maintenant), la manifestation se mettait tout à coup à se colorer et à amorcer un autre brassage, il est vrai conjoncturel. Il n'empêche que des références à Mai-68 n'étaient pas rares chez eux et aussi chez les Gilets jaunes, ce qui montre que les « commémorations », ça n'a pas que du mauvais quand elles n'alimentent pas la nostalgie ou le patrimoine historique national, mais les soulèvements à venir.

Passons maintenant à la deuxième compilation : Désorientation face aux Gilets jaunes.

NPNF introduit cette livraison en faisant remarquer que sa seconde partie portera sur autre chose que les Gilets jaunes et concernera la réflexion dans d'autres pays de façon à ne pas cautionner « le nombrilisme gaulo-gauchiste ». Ces textes et particulièrement ceux de João Bernardo sont intéressants et non seulement ils recourent certaines de nos analyses générales contre le post-modernisme, la gauche culturelle et le néo féminisme universitaire, mais on n'y voit pas, à première vue, d'incompatibilité avec notre intervention dans le mouvement des Gilets jaunes. D'ailleurs, sans doute aurait-il été intéressant d'avoir l'avis de

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) ce même Bernardo sur les Gilets jaunes...

Si NPNF n'aime pas le gaulo-gauchisme, certains des textes présentés se situent visiblement dans un cadre encore plus étroit. Par exemple, sur la question de la violence, Lignes de crête se déchaîne contre ce qu'il appelle la violence du mouvement parce qu'il semble n'avoir observé que certaines manifestations parisiennes et, soyons bon prince, une au Puy-en-Velay, une ou deux à Bordeaux et Toulouse. Mais ailleurs et la plupart du temps la violence a été particulièrement contenue, les manifestants ne ripostant en général que lorsqu'ils étaient poussés à bout par un dispositif policier arrogant et souvent provocateur (tentative de passage, détournement brusque de trajet, refus de laisser passer sans raison particulière) et les interventions de la BAC, un corps non affecté jusque-là à la répression des manifestations et qui a concentré sur lui toute l'intensité anti-flic d'une partie du mouvement. L'image spectaculaire qu'en ont donnée les médias, semble avoir produit ses effets escomptés vers l'extérieur où le mouvement a vite été perçu comme violent alors qu'il est resté dans l'ensemble pacifique. Si on peut lui reprocher quelque chose, ce n'est pas sa part de violence, mais justement le fait de ne pas avoir affronté et assumé de façon autonome la question de la violence, par rapport à la police et aussi par rapport aux biens. Il n'a pas compris que sa propre détermination était source de violence, qu'il aurait dû légitimer plus clairement et de manière politique au lieu de se poser parfois en victime innocente de la répression, alors que dans les meilleurs moments il se voyait comme un mouvement de résistance et de combattants⁶.

Cette insistance sur la prétendue violence des Gilets jaunes est de l'ordre du parti pris. Quand elle provient de L'État, on peut dire que celui-ci est dans son rôle, mais quand elle provient de « camarades », cela relève du procès d'intention, de l'a priori et d'une méconnaissance ou non prise en compte des milliers d'actions et manifestations qui n'ont entraîné que peu d'affrontements ou dégradations, des centaines d'AG et de commissions, des distributions de tracts sur les marchés, les soutiens actifs aux grévistes de micro-entreprises, les tentatives d'occuper les plateformes, les levées de barrière de péages routiers ou hospitaliers.

La forme compilation caractéristique de NPNF permet d'ailleurs de dégager, sans que cela soit la volonté de son directeur de publication qui reste neutre de ce point de vue là, en quoi ces différentes positions critiques exprimées contre les Gilets jaunes s'avèrent contradictoires entre elles (elles lui reprochent tout et son contraire) et ne sont pas plus « claires » que celles des Gilets jaunes, au moins sur ce sujet.

En effet, résumons-nous : certains critiquent le copinage des Gilets jaunes avec la police et font le rapprochement avec le RN dominant dans la police ; d'autres leur reprochent de tout

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) baser sur la violence alors qu'elle n'est pas en soi révolutionnaire, bien au contraire (p. 14) ; enfin, d'autres encore soulignent le caractère fascisant du « Flics suicidez-vous » qui est resté plus qu'ultra-minoritaire et en droite ligne de ce que nous critiquions déjà dans le no 19 de Temps critiques à propos de certains slogans entendus dans les cortèges de tête, du type « Un bon flic est un flic mort » ou « Un flic, une balle », slogans qui n'ont que peu à voir avec ceux de la plupart des Gilets jaunes et étaient déjà proférés deux ans auparavant en dehors de l'existence de tout Gilet jaune. Ces slogans ont certes pu être entendus au sein des cortèges de Gilets jaunes, mais ils n'en sont pas caractéristiques et en tout cas pas l'apanage. On ne peut empêcher personne de participer à un cortège Gilet jaune à partir du moment où il n'apparaît pas comme un groupe politique. C'est le principe de base. On ne peut donc empêcher des individus de proférer des cris anti-flics particulièrement virulents, de la même façon qu'il faudra du temps pour qu'une banderole isolée sur l'accord de Marrakech soit enlevée. Le mouvement n'a jamais fait sa propre police et c'est tant mieux.

Ces accusations ou interprétations semblent provenir de groupes ou d'individus qui, condamnant de façon sommaire le mouvement, ne se situaient sûrement pas dans ce moment concret des actions, mais renforçaient leur a priori en regardant des vidéos tourner en boucle ou la télé. Et même là faut-il être de mauvaise foi pour ne pas voir d'où venait la violence comme le montre la vidéo sur l'ex-boxeur Christophe Dettinger. On y voit bien un groupe d'environ 500 personnes qui constituent sûrement un détachement avancé de la manifestation générale. Ce groupe ne manifeste, c'est le cas de le dire, aucune violence, il n'est marqué que par sa détermination générale (il ne traîne pas la savate comme dans une manifestation syndicale) et sa détermination particulière à franchir un pont, qui est barré par les forces de l'ordre (cela a été un problème commun à toutes les villes traversées par des fleuves ou rivières). Mais peut-être que pour certains auteurs des textes recensés la détermination est elle finalement conçue comme une violence ? Ce qui est sûr et on l'a vu pour le 1er mai, c'est que pour la police, la violence est une détermination. Si tout le monde ne déteste pas la police, la police, elle, déteste bien tout le monde.

Mais revenons à notre « film ». Les manifestants étant rapidement « au contact » du cordon policier, il est impossible de les disperser par des tirs à longue portée et le risque est fort que les CRS se voient débordés par une masse qui ne fait que pousser (pousser, c'est violent hein !). C'est dans cette situation que la police commence à frapper et que Dettinger dirige alors, avec savoir-faire, une percée qui amène la police à reculer momentanément avant de reprendre l'avantage. Fin de l'épisode.

Si ces pourfendeurs de la violence manifestante avaient plus souvent été sur place, ils auraient non seulement vu, mais entendu parler les Gilets jaunes qui n'ont pas comme

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) Engels une théorie de la violence, mais savent quand même pragmatiquement tirer des leçons et des conclusions, même les plus « primaires », de ce qu'ils subissent. Et je ne parle pas ici des tentatives de justification de la part des « de gauche » soutenant le mouvement parce qu'il est victime de la violence sociale que représente le chômage et plus généralement les conditions d'exploitation et de domination que le capital inflige, mais celle de la violence des forces de l'ordre. Les conclusions auxquelles aboutissent les Gilets jaunes sont simples et peuvent être résumées ainsi : les bacqueux sont des ordures ou, version plus politique, des fascistes ; les CRS ne valent guère mieux, mais quand même, ils suivent les ordres ; les Gendarmes mobiles eux sont plus responsables et mesurés (c'est d'ailleurs très critiquable, mais passons) et enfin : les « municipaux » sont plus ou moins inoffensifs parce qu'ils ne sont envoyés que dans les cas de manifestation non sérieuse. Par exemple à Lyon quand il s'agissait prioritairement de garantir la sécurité des demies-finales et de la finale de la Coupe du monde féminine de football, en mobilisant les forces spéciales contre le danger terroriste et qu'il fallait dans le même temps aller chercher des supplétifs pour s'occuper des quelques centaines de Gilets jaunes déambulant en ville.

Les Gilets jaunes ne sont pas des idéologues, mais quand même ils réfléchissent et évoluent « au contact » si l'on peut dire. Ainsi, la prime Macron pour les policiers fin décembre a beaucoup contribué à leur faire comprendre que ces derniers n'étaient pas des collègues exploités comme eux qui pourraient lever la crosse en l'air (comme le croyait les révolutionnaires auparavant), mais le bras armé de l'État, des forces de répression payées plus pour taper plus, pour pasticher Sarkozy⁷.

Pour en terminer avec ce chapitre sur la violence, une des erreurs des Gilets jaunes a été de trop insister sur la violence policière qu'ils subissaient. Cela s'est avéré particulièrement contre-productif. Ils ont ainsi fait peur, non seulement dans leur propre camp, mais aussi à l'extérieur puisqu'ils n'ont que très partiellement rallié des soutiens, contrairement au mouvement de mai 68. Taper sur des étudiants, c'est peu flatteur et c'est quand même sur nos meilleurs enfants, se disait le pouvoir gaulliste en place à l'époque ; mais taper sur des gueux, des mecs qui clopent et sentent le gasoil, c'est de l'ordre du possible parce que ces gens-là sont considérés comme quantité négligeable par tous les pouvoirs en place. En effet, soit ils ne votent pas, soit ils votent mal.

Et c'est passé. L'empathie dont on a tant parlé vis-à-vis des Gilets jaunes s'est transformée en apathie, une apathie confirmée avec le peu de réactions au décès de Steve à Nantes.

Pas étonnant, dès lors, qu'un site comme Lignes de crête en vienne à adopter le discours du pouvoir sur la violence extrême du mouvement et à proférer des faussetés comme le fait que les Gilets jaunes n'auraient de goût, dans leur référence à la Révolution française que pour «

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) la décapitation de Louis XVI, la prise de la Bastille, la Terreur⁸, mais pas la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (p. 15). Ignorance, mauvaise foi, on ne sait pas, sans doute les deux conjuguées, mais ce qu'il y a de sûr c'est qu'il existe plusieurs groupes de Gilets jaunes au nom évocateur : article 35 faisant référence au droit de se révolter quand le gouvernement perd sa légitimité⁹. Évidemment, si la ligne de crête, c'est le droit de voter ! De la même façon, nous avons noté dans notre brochure sur les origines du droit de pétition, et ce à la suite des travaux de Sophie Wahnich sur la question, le fait que la conception du RIC des Gilets jaunes se rapprochait beaucoup plus de celle, modérée, de Condorcet que de celle de Robespierre¹⁰. Ce qui permettra sans doute à d'aucuns de dire, à l'inverse, que les Gilets jaunes n'ont vraiment rien de révolutionnaires. Comme en plus, certains Gilets jaunes, dans la troisième Assemblée des assemblées de Montceau-les-Mines, semblent avoir confondu RIC et RIP avec l'affaire d'AdP, d'autres pourront dire qu'ils n'ont vraiment pas les idées claires... C'est sûr, mais cela aussi a fait l'objet de sévères confrontations dans les AG et groupes de Gilets jaunes, mais faut-il encore en avoir eu connaissance.

On ne s'attardera pas sur le fait de savoir s'il y a un « mépris de classe » contre les Gilets jaunes ou s'il y a « condescendance de classe » en faveur des Gilets jaunes comme le posait un texte des Nyctalopes dans le premier volume (p. 98). En effet, il suffit de laisser parler nos pourfendeurs, ici un membre de Ligne de crête. Pour le dénommé Antonin Grégoire, les Gilets jaunes « sont là comme des zombies, regardant dans le vide en direction des flics qui ne sont pas là » (p. 16). Non seulement les Gilets jaunes veulent tuer (du policier, NDLR), mais ils aiment tuer (p. 16). On n'est pas loin des théories de Lombroso contre les anarchistes du XIXe siècle, mâtinées d'un peu de Durkheim puisque les Gilets jaunes ne seraient pas un mouvement social, mais une agglomération d'individus en situation « d'anomie ». D'ailleurs ne veulent-ils pas se dispenser des fameux « corps intermédiaires » tant vantés par Durkheim et qui devaient fournir une solution à l'individualisation moderne par la mise en place d'un État corporatiste, dont Vichy nous fournira un bon exemple ? La même défense des « corps intermédiaires » apparaît chez Sylvain Boulouque (p. 25) qui, n'étant pas à une « confusion » prêt, dans sa diatribe anti RIC-référendaire en vient à critiquer le non au référendum de 2005 sous le prétexte spécifique ici que Chouard l'aurait préconisé et plus généralement comme quoi le procédé référendaire serait de droite ! Il n'ira pas jusqu'à nous dire s'il a voté oui. Prudent le gars, comme la plupart des journalistes.

Si, comme nous venons de le voir, les Gilets jaunes, aux yeux des gauchistes, ne méritent même pas le nom de « mouvement » et encore moins de mouvement social, d'autres critiques, qu'on pourrait plutôt classer comme communistes de gauche, le lui reconnaissent, mais en lui niant son caractère d'évènement produisant une discontinuité si ce n'est une rupture. Ainsi, pour Henri Simon de la revue Échanges, « il n'est que l'aboutissement actif de

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) ce qui était intériorisé auparavant » (p. 45). Mais c'est aussi une occasion de souligner son aspect minoritaire, masqué par sa détermination qui en fait la force. Et d'opposer aux quelques dizaines de milliers de manifestants en jaune, les 700 000 manifestants de Londres contre le Brexit. Là encore, ce qui apparaît, certes en filigrane, c'est le fait de nier l'existence d'un mouvement des Gilets jaunes de plusieurs mois en le comparant à une opposition au Brexit débouchant sur une simple manifestation ponctuelle. Il s'agit toujours de banaliser l'évènement, de le relativiser, de chercher des équivalents. Et surtout ce qui apparaît là aussi, c'est une méconnaissance du mouvement quand Henri Simon parle, dans un sous-titre qui se veut provoquant et synthétique de : « Insurgés un jour par semaine », faisant ainsi fi des centaines d'actions menées en semaine et que nous avons déjà mentionnées plus haut. L'absence de réel mouvement sur Paris d'un côté et la haine du gaULO-gauchisme de l'autre, font parfois voir dans une manifestation londonienne plus que dans quarante semaines d'actions et manifestations. Une question quantitative ? Le juppéthon de la lutte de classes ? Va savoir !

JW, le 25 septembre 2019

1. - En note page 1 de l'introduction de la seconde livraison : Désorientation face aux Gilets jaunes, Y.Coleman s'explique sur le pourquoi de leur présence au milieu des autres. [↔]
2. - À rebours, on trouve des témoignages ouvriers en faveur des Gilets jaunes comme celui émanant d'une lettre d'un camarade de l'Allier dans la revue Échanges du printemps 2019 : « ... une grande majorité des ouvriers de l'usine où je travaille sont pour les gilets jaunes. Ils ont parfaitement compris leur démarche. Et cela n'est pas étonnant vu le niveau des salaires qui règne ici. J'ai vu des écriteaux de gilets jaunes qui affirmaient qu'ils travaillaient et ne gagnaient que 1200 euros par mois, c'est le cas de la majorité d'entre nous [...] Il va sans dire qu'ici dans l'Allier beaucoup de ronds-points étaient bloqués par les gilets jaunes (un situé à 300 m de l'usine). Plusieurs ouvriers (embauchés, intérimaires) sont allés les visiter, passer du temps avec eux... » (op. cit., p. 57).

Cet exemple ne doit pas cacher des difficultés réelles. J'ai ainsi participé, sur leur invitation, à une réunion de militants de FO (POI) se revendiquant Gilets jaunes (certains participaient d'ailleurs à l'AG hebdomadaire) et ils faisaient état de la difficulté à faire passer le message « Gilets jaunes », non pas du fait de sa nature réactionnaire ou « petite bourgeoise », mais de par la trop grande détermination qu'il exigeait et la prise de risque que cela représentait d'y participer ! [↔]

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63)

3. - On retrouve ici la même idée qui fit dire à certains « communistes » opposés à la révolte des banlieues de 2005 qu'il fallait faire cesser ces actes qui ne faisaient que participer à l'autodestruction du prolétariat comme si la révolte de 2005 était réductible à une guerre des gangs ! [↩]
4. - Ils ne vont pas jusqu'à dire que les braves automobilistes qui veulent rouler sont pris en otages, mais on n'en est pas loin. [↩]
5. - Les commerçants participeraient aussi de ce camp des bloqueurs Gilets jaunes pour l'Athéné, alors que le développement des manifestations du samedi allait les faire particulièrement souffrir, les autorités préférant ne pas prendre de risque après le 15 décembre et fermer les centres-villes y compris dans des villes moyennes. Fin avril des affiches des unions de commerçants fleurissent d'ailleurs sur la devanture des magasins indépendants, comme à Lyon. Il est vrai que même si les manifestants ne les ciblaient pas en priorité, ce sont eux qui ont subi le choc, sorte d'effet pervers, alors que hormis les boutiques de luxe, et surtout à Paris, les actions visaient plutôt les Mac-Do et autres Starbucks Coffee ou banques et grands centres commerciaux. Quelques commerçants présents aux premières AG à Lyon à la Bourse se sont en effet retirés, car ils travaillaient dans l'hyper-centre et se retrouvaient donc aux prises avec une sorte de conflit de loyauté. [↩]
6. - Dans les manifestations nationales, dont la plupart se sont déroulées à Paris, la violence n'était pas « maîtrisée » par les Gilets jaunes. Ils la subissaient sans organiser un minimum de défense du type service d'ordre ou groupe compact de tête d'autant plus que parfois les manifestations n'avaient à proprement parler ni queue ni tête, ce qui représentait un danger supplémentaire de blessures. À partir du 8 décembre et surtout en 2019, on a eu l'impression que beaucoup d'entre eux, y compris ceux qui jouaient aux démocrates dans l'Assemblée des assemblées et n'arrêtaient pas d'invoquer le pacifisme du mouvement et refusaient d'assumer de l'intérieur sa violence, choisissaient, par défaut d'exporter cette problématique vers l'extérieur. Les mêmes qui parlaient de « casseurs » au début soutenaient ou même profitaient de l'action des Blacks blocks comme s'ils leur sous-traitaient le « problème ». [↩]
7. - Ce qui se passe actuellement à Hong-Kong n'est pas sans rappeler cela avec une intensité encore plus grande. Une situation qui a évolué d'une relative complaisance des forces de police envers les manifestants (cf. aussi en Algérie) et une attitude pareillement modérée des manifestants au départ du mouvement, jusqu'aux violences actuelles des policiers auxquelles les manifestants répondent par des slogans du type : « Les hommes bien ne deviennent pas policiers ». La situation est tellement embarrassante, avec des humiliations d'enfants de policiers à l'école (on a connu des situations semblables à la rentrée 1968-69 en France) que des membres de familles de

Quelques remarques sur les textes rassemblés dans la revue Ni patrie, ni frontière (NPNF) autour des Gilets jaunes (N°61 ET 62-63) policiers ont constitué une association pour dédramatiser le rapport à la police, souligner son travail ordinaire et dire que la réponse des autorités ne doit pas être exclusivement policière. Selon la source, Le Monde de samedi 14 septembre 2019, manifestants et syndicats de policiers rejettent, pour des raisons évidemment différentes, cette tentative de médiation. [↔]

8. – Une idée que Macron vient de reprendre récemment en soulignant que la France aime à la fois l'autorité et couper les têtes. Au-delà de l'exagération macronienne (cf. notre remarque sur le droit de pétition), il est vrai que l'image de la Révolution française renvoyée par les Gilets jaunes diffère profondément de celle que nous offrent les différents pouvoirs en place depuis la commémoration « à la François Furet » de 1989. [↔]
9. – Pas grave, mais on trouvera à ce propos, des perles comme celle du dénommé de Fulminet, pour dire que « ce n'est pas la première fois dans l'histoire que les pauvres sortent en masse dans la rue pour exiger leur propre asservissement » (p. 43). [↔]
10. – Les erreurs sur le rapport à la Révolution française s'accompagnent de celles sur mai 1968 qui serait réduit à une émeute par certains (on sent bien ici que l'ennemi visé est le site Lundi matin et les tendances insurrectionnistes) afin de le comparer au mouvement des Gilets jaunes lui-même réduit à l'émeute... dans Lignes de crête (p. 14) !

Or, ce que nous avons pu voir, pendant le mouvement, c'est au contraire une référence basique à Mai-68, non pas comme émeute, mais comme révolte ayant fait bouger les choses (un sentiment de « on n'a rien sans rien »). Ce que nous pouvons constater aussi, c'est que les plus dures critiques par rapport au mouvement des Gilets jaunes proviennent souvent de groupes ou d'individus qui ont « manqué » 68, soit parce qu'ils n'y ont rien compris, soit parce que leur organisation les a empêchés d'y participer, soit parce qu'ils n'ont pas reconnu l'évènement et l'ont noyé dans un vaste mouvement de rattrapage/modernisation du capital, soit enfin parce que trop jeunes à l'époque ils en ont gardé une attitude envieuse par rapport à ses protagonistes. [↔]